

Santé, Protection animale, Environnement
2 rue Pierre Bonnard
CS 70590
64010 Pau

Pau, le 28/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS ASSON BIOENERGIE

26 chemin de Brune
64800 Asson

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement SAS ASSON BIOENERGIE implanté 26 chemin de Brune 64800 Asson. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du programme d'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement de la DDPP 64.

Elle permet de finir le récolement suite à la mise en service de l'installation en avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS asson bio energie
- 26 chemin de Brune 64800 Asson
- Code AIOT : 0003105617
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Présentation de l'installation

La SAS ASSON BIOENERGIE est une unité de méthanisation agricole située sur la commune d'Asson. Le régime au regard de la législation sur les ICPE est celui de l'enregistrement (autorisation préfectorale n°2021-038 du 28/01/202 / rubrique 2781-1b - 77,7 t/j).

Les intrants sont constitués d'effluents d'élevage, de CIVES et déchets de céréales.

Le biogaz produit est valorisé par injection dans le réseau de distribution GrDF. La capacité d'injection est de 112 Nm3/h, une demande pour l'injection de 150 Nm3/h est en cours.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	La ressource en eau	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Demande d'action corrective (proposition de travaux de mise en conformité)	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 4	Sans objet
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	Sans objet
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	Sans objet
4	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30	Sans objet
5	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Sans objet
6	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Sans objet
8	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformité constatée concernant les eaux rejetées dans le milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 4
Thème(s) : Autre, Dossier ICPE
Prescription contrôlée : Conformité des installations au dossier
<p>Constats :</p> <p>Les intrants sont constitués d'effluents d'élevage, de CIVES, de maïs ensilage et de déchets de céréales. Deux nouveaux intrants en 2024 (provenance société MARGARON) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déchets de maïs doux (1500 t), - Glycérine végétale (sous-produit dérivé de la fabrication de biodiesel par la transestérification d'huiles et de matières grasses d'origine exclusivement végétale) - 30 t livré le 30 février 2024. <p>Les silos sur site sont constitués de CIVES (ensilage de triticale +seigle), ensilage de maïs et déchets de maïs doux.</p> <p>Les effluents d'élevage sont apportés par 14 exploitants : SCEA DOMENYUC, EARL DU GABIZOS, GAEC LES RIVES DE BAZES, GAEC LIROU, GAEC DE L'ALBIZIA, SCEA LES RIVES DU BEEZ, GAEC DE L'ESTIBETTE, CANTON Marc, GAEC DE LA HECHE, GAEC BOUHANOUN, SAINT PAUL Jean-Philippe.</p> <p>L'exploitant fait part de son projet d'augmentation de la capacité d'injection de 150 à 175 Nm³/h. Le traitement du biogaz en biométhane (PRODEVAL) devra être renforcé et la ration journalière augmenté pour passer de 80 à 88 t/j.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités
Prescription contrôlée : Localisation des risques, classement des zones à risque d'explosion
Constats : Le plan des zones ATEX a été mis à jour et affiché (panneaux 4m X 2 m) à l'entrée du site. Il comprend l'ensemble des zones et permet d'identifier rapidement l'ensemble des ouvrages du site en cas d'une intervention extérieure (maintenance, SDIS, ...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité
Prescription contrôlée : Contrôle des installations électriques
Constats : Les installations électriques sont contrôlées régulièrement (tous les ans) par l'APAVE. 26 avril 024 : Contrôle Q19 des installations par thermographie infra rouge - aucunes anomalies constatées. 20 janvier 2025 : Contrôle Q 18 des installations - aucunes non-conformités identifiées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Les équipements de méthanisation
Prescription contrôlée : Dispositifs de rétention
Constats : La zone de rétention concernant les deux digesteurs a été réalisée : étanchéisation du sol (enrobé) et lagune de stockage avec vanne fermée par défaut. L'ensemble de la voirie du site est étanche (enrobé).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de méthanisation
Prescription contrôlée : Stockage du digestat
Constats : Le digestat obtenu est stocké dans 5 fosses toutes couvertes et munies d'une sonde de niveau. La capacité de stockage est de 10 mois. La procédure écrite, demandée par l'inspection, pour les différentes opérations de transfert de digestat et notamment concernant la fosse de stockage délocalisée, a été réalisée. Elle est

affichée dans le local technique.
L'exploitant précise qu'une vérification visuelle des niveaux est réalisée régulièrement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35

Thème(s) : Risques accidentels, Déroulement du procédé de méthanisation

Prescription contrôlée :
Surveillance de la méthanisation

Constats :

- Contrat de maintenance avec le constructeur PlanET : Visite annuelle.
- Contrôle 2024 réalisé le 26 décembre :
- Absence de fuites de gaz au niveau des deux digesteurs et de la torchère,
- Vérification :
 - étalonnage sonde température et analyseur de gaz,
 - bon fonctionnement de la trémie, des deux digesteurs, du broyeur, du local technique (armoires électriques, injection d'Oxygène), .
- Détection des fuites réalisée par la société SOLAGRO en avril 2023
- Détection réalisée au moyen d'une caméra infra rouge (2 fuites avaient été constatées au niveau de l'épurateur - PRODEVAL).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : La ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux

Prescription contrôlée :
Réseau de collecte

Constats :

Non-conformité constatée :
Le bassin de régulation des eaux propres n'est pas réalisé - l'eau présente dans le bassin naturel d'infiltration (point de rejet) est chargée organiquement (constat visuel) - absence de vanne d'isolement.

Les eaux sales comprennent les jus des silos et du stockage du fumier.

Les jus de la fumière sont collectés dans une fosse de reprise et de stockage pour être ensuite transférés vers le process. Les jus des silos sont collectés dans un regard type "déversoir d'orage" pour ensuite être transférés vers le process via la fosse de reprise.

La zone de travail entre les silos et la trémie d'incorporation de la ration est stabilisée (enrobée). Elle est balayée tous les jours (balai monté sur un tracteur). Ces eaux sont collectées par le regard "déversoir d'orage".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article Annexe I
Thème(s) : Autre, Epannage de digestat
Prescription contrôlée : Plan d'épandage
Constats : La superficie du plan d'épandage initial est de 1036,09 ha. Deux prêteurs de terres se sont retirés : EARL SUBER CAZE (6,75 ha) et LANARDONNE Nicole (19,78 ha). La superficie restante (1009,56 ha) est suffisante pour traiter de manière agronomique le digestat produit. L'exploitant indique qu'une actualisation du plan d'épandage est en cours, avec le cabinet d'étude ARTIFEX, concernant l'ajout d'une centaine d'hectares supplémentaires.
Type de suites proposées : Sans suite